

Convention collective départementale

IDCC : 923. – **MÉTALLURGIE**
(CHARENTE-MARITIME)
(27 décembre 1976)

(Etendue par arrêté du 20 janvier 1979,
Journal officiel du 18 mars 1979)

ACCORD DU 7 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS 2009-2010

NOR : *ASET1050174M*
IDCC : 923

Entre :

L'UIMM de la Charente-Maritime,

D'une part, et

Le syndicat des métaux FO de la Charente-Maritime ;

Le syndicat des métaux CFDT de la Charente-Maritime,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus par l'avenant du 19 avril 1991 conclu entre l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Charente-Maritime (UIMM 17) et les syndicats CFDT et FO des métaux de la Charente-Maritime sont fixés pour l'année 2009 par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituant la rémunération annuelle effective garantie (RAEG) en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Le présent barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Le présent barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Article 2

La valeur du point qui détermine les salaires minimaux hiérarchiques, base de calcul des primes d'ancienneté, est fixée à compter du 1^{er} janvier 2010 à 5,10 €.

Le barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2010 est annexé au présent avenant.

Ce barème tient compte des majorations des salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers (5 %) et de celles des salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier (7 %) prévues par la convention collective de la métallurgie du département de la Charente-Maritime.

Article 3

Le présent avenant sera déposé à la direction du travail et de l'emploi de la Charente-Maritime ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 4

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent accord.

Fait à La Rochelle, le 7 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels applicable pour l'année 2010

Base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire
de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MONTANT
V	3 2 1	395	27 400
		365	25 250
		335	23 500
		305	21 300
IV		285	19 700
		270	18 700
		255	17 700
III		240	16 700
		225	16 250
		215	16 200
II		190	16 105
		180	16 055
		170	16 030
I		155	16 005
		145	15 980
		140	15 953

Rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1^{er} janvier 2010

Valeur du point : 5,10 €.

Base : 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
I	1	140	714,00	714,00	
	2	145	739,50	739,50	
	3	155	790,50	790,50	
II	1	170	P 1 867,00	867,00	
	2	180		918,00	
	3	190	P 2 969,00	969,00	
III	1	215	P 3 1 096,50	1 096,50	AM 1 1 096,50
	2	225		1 147,50	
	3	240	TA 1 1 224,00	1 224,00	AM 2 1 224,00
IV	1	255	TA 2 1 300,50	1 300,50	AM 3 1 300,50
	2	270	TA 3 1 377,00	1 377,00	
	3	285	TA 4 1 453,50	1 453,50	AM 4 1 453,50
V	1	305		1 555,50	AM 5 1 555,50
	2	335		1 708,50	AM 6 1 708,50
	3	365		1 861,50	AM 7 1 861,50
	4	395		2 014,50	AM 8 2 014,50

Conformément à l'accord du 7 juillet 1980 intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers dans notre convention collective, les ouvriers bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques, selon le barème suivant :

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
I	1	140	714,00	35,70	749,70
	2	145	739,50	36,98	776,48
	3	155	790,50	39,53	830,03

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
II	1	170	867,00	43,35	910,35
	2	180			
	3	190	969,00	48,45	1 017,45
III	1	215	1 096,50	54,83	1 151,33
	2	225			
	3	240	1 224,00	61,20	1 285,20
IV	1	255	1 300,50	65,03	1 365,53
	2	270	1 377,00	68,85	1 445,85
	3	285	1 453,50	72,68	1 526,18

Conformément à l'article 3 de l'accord du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980, modifiant le protocole d'accord de septembre 1974 dans la convention collective, les agents de maîtrise bénéficient d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Le barème à utiliser pour les agents de maîtrise est le suivant :

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
	1	215	1 096,50	76,76	1 173,26
	3	240	1 224,00	85,68	1 309,68
	1	255	1 300,50	91,04	1 391,54
	3	285	1 453,50	101,75	1 555,25
V	1	305	1 555,50	108,89	1 664,39
	2	335	1 708,50	119,60	1 828,10
	3	365	1 861,50	130,31	1 991,81
	4	395	2 014,50	141,02	2 155,52